

L'inquiétant destin de douze Hongkongais emprisonnés en Chine

mercredi 16 septembre 2020, par [MALOVIC Dorian](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2020).

Sommaire

- [Passibles de la prison à \(...\)](#)
- [« C'est bien la fin de l'indép](#)
- [« Nous ne savons même pas \(...\)](#)

Douze Hongkongais arrêtés le 23 août par la Chine en fuyant par la mer pour rejoindre Taïwan se trouvent actuellement en détention à Shenzhen. Leurs familles ignorent où ils sont précisément, et leurs avocats n'ont pas accès à leurs clients qui dépendent maintenant du système judiciaire chinois. Ils risquent de très lourdes peines de prison.

Le sort de douze Hongkongais détenus dans un lieu inconnu à Shenzhen depuis le 23 août devient de plus en plus préoccupant.

Depuis l'imposition par Pékin de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, le 1^{er} juillet dernier, plusieurs dizaines de jeunes Hongkongais inquiets pour leur sécurité ont réussi à fuir secrètement par bateau pour rejoindre Taïwan. « Une filière clandestine d'exfiltration s'était organisée, confie une militante proche de ce réseau secret, mais il y a eu des fuites, et les Chinois ont renforcé leurs contrôles maritimes. »

Ce petit groupe de douze personnes aujourd'hui emprisonnées a été intercepté à environ 70 kilomètres des côtes du territoire semi-autonome de Hong Kong, et remis à la police de Shenzhen. Les autorités chinoises ont d'abord accusé les fuyards d'avoir illégalement franchi la frontière – ce qui les expose à des peines de prison allant de deux à sept ans de prison et des amendes.

Passibles de la prison à perpétuité ou de la peine de mort

Mais lundi 14 septembre, de nouveaux chefs d'accusation ont été prononcés, les rendant passibles de la prison à perpétuité ou de la peine de mort.

« Ils ne sont pas des activistes démocrates mais des éléments cherchant à séparer Hong Kong de la Chine », a déclaré la porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères Hua Chunying. Dix d'entre eux avaient été inculpés à Hong Kong durant l'été pour « fabrication ou possession d'explosifs, incendie criminel, complot, émeute, agression d'officiers de police et possession d'armes offensives », durant des manifestations. Des accusations qui tombent sous le coup de la nouvelle loi de sécurité nationale.

« C'est bien la fin de l'indépendance judiciaire de Hong Kong »

« Quoi qu'ils aient fait, ils l'ont fait à Hong Kong et ils devraient être jugés à Hong Kong », s'est

insurgé James To, un avocat hongkongais pro-démocratie très impliqué auprès des manifestants ayant maille à partir avec la justice.

Une autre avocate contactée par téléphone constate que *« ce premier contentieux avec la justice chinoise illustre qu'avec la nouvelle loi sur la sécurité nationale que la Chine nous a imposée, c'est bien la fin de l'indépendance judiciaire de Hong Kong qui dans les textes devrait être préservée »*.

« Nous ne savons même pas s'il est vivant ou mort »

Les familles de six des personnes détenues ont tenu une conférence de presse le week-end dernier, visages masqués, pour exprimer leur inquiétude. *« Nous ne savons même pas s'il est mort ou vivant »*, ont lancé les parents d'un jeune. Ils ne peuvent aller leur rendre visite, et les avocats qu'ils avaient choisis pour assister leurs enfants ont été refusés par les autorités chinoises. Des avocats commis d'office leur ont été imposés.

Comme de nombreuses ONG qui défendent les droits humains, les familles s'inquiètent de voir ces douze Hongkongais entre les mains d'une justice chinoise très politique, à laquelle ils ne font pas confiance.

« J'espère que le gouvernement de Hong Kong peut les ramener ici », s'est exprimé la mère d'un détenu en Chine.

Un espoir douché, mardi 15 septembre, par la cheffe de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, qui a déclaré que Hong Kong n'interférerait pas dans la procédure judiciaire chinoise : *« Ils doivent être traités conformément aux lois du continent. »* Des lois arbitraires et opaques, conditionnées par des enjeux politiques.

P.-S.

<https://www.la-croix.com/Monde/Linquietant-destin-douze-Hongkongais-emprisonnes-Chine-2020-09-16-1201114260>